

***BULLETIN OFFICIEL DES ARMEES***



**Edition Chronologique**

PARTIE PERMANENTE  
Administration Centrale

**CIRCULAIRE**

relative aux instructions concernant la répression des contraventions en matière de servitudes sémaphoriques.

*Du 8 juillet 1910*

**CIRCULAIRE relative aux instructions concernant la répression des contraventions en matière de servitudes sémaphoriques.**

*Du 8 juillet 1910*

---

*Pièce(s) Jointe(s) :*

Quatre modèles.

*Classement dans l'édition méthodique :* BOEM 501.1.3.

*Référence de publication :* BO/M, p. 2699 ; BOR/M, p. 669.

---

Il m'a été donné de constater, à plusieurs reprises, que certaines indécisions pouvaient se produire dans la répression des contraventions commises en infraction de la loi du 18 juillet 1895 <sup>(1)</sup> qui a créé des servitudes de non bâtir dans les champs de vue des sémaphores.

Je crois devoir vous rappeler que le titre VII du décret du 10 août 1853 <sup>(1)</sup> qui porte règlement d'administration publique au sujet des servitudes imposées à la propriété dans l'intérêt de la défense nationale a réglé d'une manière précise la procédure à suivre en pareil cas. Il ne vous échappera pas que les dispositions dudit décret vous donnent la faculté de procéder vous-mêmes et immédiatement aux formalités nécessaires pour faire respecter la loi, sans qu'il soit nécessaire de m'en référer au préalable. La délégation générale qui vous est ainsi conférée pour agir vous impose le devoir de veiller avec le plus grand soin à ce que le règlement soit exécuté à la lettre et que les prescriptions qu'il édicte ne soient pas omises ou transgressées.

Il importe de distinguer deux cas :

1. Celui où un propriétaire ayant commencé, sans autorisation, de bâtir une construction nouvelle ou de surélever une construction déjà existante, il importe d'arrêter les travaux.
2. Celui où, les travaux ayant été suspendus, il y a lieu, dans l'intérêt de la défense, d'exiger la démolition des constructions ou de la partie des constructions édifiées sans autorisation ainsi que la remise des lieux dans leur état primitif.

Dans le premier cas, aucun doute n'est possible. Vous devez agir sur-le-champ. L'article 42 du décret du 10 août 1853 porte que les décisions des conseils de préfecture <sup>(2)</sup>, relatives aux suspensions des travaux indûment entrepris, s'exécuteront à la diligence de l'autorité militaire comme les jugements définitifs. Je n'ai pas besoin d'insister sur l'importance de cette disposition qui met entre vos mains le moyen d'arrêter court toute contravention. Dans la seconde hypothèse, si les constructions dont il importe d'exiger la démolition sont de nature à gêner les vues d'un sémaphore, vous pourrez poursuivre la procédure fixée par les articles 42, 43 et 44 du décret précité sans avoir besoin de prendre mon autorisation. Ce n'est qu'au cas où les constructions non autorisées ne pourraient pas être considérées comme nuisibles aux intérêts de la défense et de la navigation maritimes qu'il contiendra de m'en référer au préalable pour vous conformer à l'esprit des circulaires du 24 juillet 1895 BOR/M, p. 66, circulaire du 10 septembre 1896 <sup>(3)</sup> qui ont prescrit d'apporter dans l'application de la loi du 18 juillet 1895 tous les ménagements compatibles avec les exigences du service, de manière à éviter de léser sans nécessité les intérêts privés.

D'autre part, les documents qui doivent servir de base à la procédure définie au titre VII du décret du 10 août 1853 sont, dans l'espèce, les procès-verbaux dressés par les agents assermentés de la marine. La législation attache à ces actes le plus haut degré de force probante puisqu'ils ne peuvent être attaqués que par la voie difficile de l'inscription de faux. Il importe, par suite, qu'ils soient soigneusement rédigés.

Vous trouverez ci-inclus des modèles (nos 1, 2, 3 et 4) de procès-verbaux de contravention ainsi que des autres actes prévus au cours de la procédure. Il y aura lieu d'en faire déposer un exemplaire dans chaque sémaphore à l'usage des guetteurs auxquels vous rappellerez que les procès-verbaux de contravention doivent être affirmés dans les vingt-quatre heures devant le juge de paix <sup>(4)</sup> ou le maire du lieu, qu'ils doivent être présentés dans les quatre jours de leur date au bureau des domaines pour être enregistrés et visés pour timbre en débet.

Je ne saurais trop insister sur ce principe qu'en matière de servitudes défensives il vaut mieux, dans l'intérêt même des propriétaires, prévenir que réprimer. Je vous invite donc à recommander une vigilance incessante aux agents du service sémaphorique, et dès qu'une contravention vous sera signalée, à employer sur-le-champ pour l'arrêter, les moyens que le règlement met à votre disposition.

Tous les arrêts de suspension ou de démolition que les conseils de préfecture prononceront sur les réquisitions de l'autorité maritime devront m'être transmis, afin que je puisse, le cas échéant, me pourvoir dans le délai prescrit devant le Conseil d'Etat, à l'effet d'en faire réformer les considérants ou le dispositif.

---

(1) BO/M, p. 877 ; BOR/M, p. 188.

(2) Actuellement : tribunaux administratifs.

(3) N.i. BO.

(4) Actuellement : juge du tribunal d'instance.

## Modèle n° 1.

### arrondissement maritime.

#### SERVICE SÉMAPHORIQUE.

#### Sémaphore de ...

#### PROCÈS-VERBAL DE CONTRAVENTION AUX LOIS ET RÈGLEMENTS SUR LES SERVITUDES SÉMAPHORIQUES.

L'an mil neuf cent ... *(date en toute lettres)*,

Je soussigné, ..., chef guetteur *(ou guetteur)* <sup>(1)</sup> du sémaphore de *(nom du sémaphore)*, ... dûment assermenté, conformément à l'article 5, § 4, du décret du 2 juin 1897 <sup>(2)</sup>, par devant le Tribunal civil de première instance de l'arrondissement de ..., et agissant en vertu de la commission que le ministre de la marine m'a fait expédier le ... *(date en toutes lettres)*, laquelle commission a été, ainsi que ma prestation de serment, enregistrée le ... *(toujours en toutes lettres)*, tant au greffe du même tribunal qu'à la mairie de la ville *(ou commune de)* ..., lieu actuel de mon service.

M'étant aperçu ce matin *(ou hier dans la soirée)* que le sieur ... demeurant habituellement à ..., rue ..., n° ..., et propriétaire de ... *(indiquer la nature de la propriété)* dans la zone de servitude du sémaphore précité, avait fait *(ou faisait)* construire ... *(relater ici les indices de la contravention)*, me suis transporté de nouveau aujourd'hui à ... heures du matin *(ou du soir)*, à ... *(le lieu de la contravention)*, et j'ai reconnu que ... *(on entrera ici dans les détails de la contravention, surtout quant à l'endroit où elle a été commise, aux*

*dimensions de l'œuvre nouvelle et à la nature des matériaux employés).*

On ne saurait être trop explicite dans cette description. Si la contravention a eu lieu dans une cour, jardin ou autre emplacement clos, le garde relatera dans son procès-verbal, avant de dire qu'il a reconnu, etc., les formalités qu'il a dû remplir pour s'en faire ouvrir les portes, avec l'assistance d'un officier de police civile dont il mentionnera la présence, en exprimant, par exemple : après avoir dit « me suis transporté de nouveau », ce qui suit : attendu que ... (*relater la circonstance du lieu clos*) ; M. ... (*le nom et la qualité de l'officier de police civile*), ici présent et dont l'assistance a été dûment acquise, a sommé, au nom de la loi, le sieur ... (*le contrevenant ou tel autre qui se trouverait sur les lieux*) d'ouvrir la porte de ... (*le lieu clos*), et j'ai reconnu que, etc.

J'ai déclaré, en conséquence, au sieur ... (*le contrevenant*), parlant à sa personne (*ou à telle autre qui le remplacerait*), qui nous a dit être (*ou qui n'a pas voulu se nommer ni qualifier, de ce dûment interpellé*), qu'il s'était mis en contravention aux lois, sur les servitudes défensives, et notamment à l'article ... ou aux articles ... de la loi du 18 juillet 1895 <sup>(3)</sup>, et je l'ai sommé de cesser (*ou faire cesser*) toute espèce de travail par lui entrepris aux fins de ladite contravention. En foi de quoi j'ai de tout ce que dessus dressé le présent procès-verbal pour servir et valoir ce que de raison.

*Le chef guetteur ou le guetteur,*

---

(1) Se référer à la circulaire du 04 novembre 1910 (BO/M, p. 3623).

(2) Voir instruction n° 715/DEF/DPMM/2/A du 24 février 1981 (BOC, p. 762 ; abrogés par l'instruction n° 5228/DEF/DPMM/2/A du 13 décembre 1983 (BOC, p. 6052) article 7.3.1.

(3) BO/M, p. 67 ; BOR/M, p. 311.

## **Modèle n° 2.**

### **arrondissement maritime.**

#### **SERVICE SÉMAPHORIQUE.**

#### **Sémaphore de ...**

#### **NOTIFICATION D'UN PROCÈS-VERBAL DE CONTRAVENTION ET SOMMATION DONT CETTE NOTIFICATION DOIT ÊTRE SUIVIE.**

L'an mil neuf cent ... (*date en toutes lettres*) (faire copie du procès-verbal de contravention, ainsi que de la mention de l'affirmation et de l'enregistrement en débet).

L'an mil neuf cent ... (*date en toutes lettres*), je soussigné, ... chef guetteur du sémaphore de ..., agissant dans les qualités établies au procès-verbal de contravention dont copie précède, ai notifié ledit procès-verbal du sieur ... (*le contrevenant*), demeurant à ... *le lieu de sa demeure habituelle*), partant à sa personne (*ou à telle autre qui le remplacerait*), qui m'a dit être (*ou qui n'a voulu se nommer, ni qualifier, de ce dûment interpellé*), à ce qu'il n'en ignore : et je l'ai sommé conformément à l'article 41 du règlement du 10 août 1853 <sup>(1)</sup>, de démolir le ... (*ou enlever, l'objet de la contravention*) ; et de rétablir l'ancien état des lieux dans le délai de ... (*celui qui aura été fixé par le directeur des travaux hydrauliques*), lui déclarant qu'à défaut par lui

d'obtempérer à la présente sommation, il y serait contraint par toutes les voies de droit ; et lui ai, parlant comme dessus, laissé audit domicile la copie susdite et la présente sommation.

*Le chef guetteur (ou le guetteur),*

---

(1) BO/M, p. 877 ; BOR/M, p. 188.

**Modèle n° 3.**

**arrondissement maritime.**

SERVICE SÉMAPHORIQUE.

**Sémaphore de ...**

NOTIFICATION D'UN ARRÊTÉ DU CONSEIL DE PRÉFECTURE<sup>(1)</sup> ORDONNANT LA SUSPENSION DES TRAVAUX ET SOMMATION DONT CETTE NOTIFICATION DOIT ÊTRE SUIVIE.

(Art. 42 et 43 du décret du 10 août 1853 <sup>(2)</sup>).

Le conseil de préfecture ... *(faire copie de l'arrêté de suspension des travaux).*

L'an mil neuf cent ... *(date en toutes lettres)*, je soussigné, ... chef guetteur *(ou guetteur)* <sup>(3)</sup> du sémaphore de ..., dûment assermenté conformément à l'article 5, paragraphe 4, du décret du 2 juin 1897 <sup>(4)</sup>, par devant le tribunal civil de première instance de l'arrondissement de ..., et agissant en vertu de la commission que le ministre de la marine m'a fait expédier le ... *(date en toutes lettres)*, laquelle commission a été, ainsi que ma prestation de serment, enregistrée le ... *(toujours en toutes lettres)*, tant au greffe du même tribunal qu'à la mairie de la ville *(ou commune)* de ..., ai notifié, conformément aux articles 42 et 43 du règlement du 10 août 1853, au sieur ... *(le contrevenant)*, demeurant à ... parlant à sa personne *(ou à telle autre qui le remplacerait, qui m'a dit être ou qui n'a pas voulu se nommer, ni qualifier, de ce dûment interpellé)*, l'arrêté de suspension de travaux dont copie précède, rendu contre lui par le conseil de préfecture du département de ... à ce qu'il n'en ignore, et l'ai sommé d'exécuter ledit arrêté en suspendant sur-le-champ les travaux commencés, lui déclarant qu'à défaut par lui d'obtempérer à la présente sommation, il y sera contraint même par l'emploi de la force.

Et l'ai sommé, en outre, itérativement d'avoir à démolir les travaux et à rétablir l'ancien état des lieux dans le délai d ... *(fixer le délai)*, faute de quoi il y sera contraint par toutes les voies de droit.

Et lui ai, parlant comme dessus, laissé audit domicile la copie susdite et la présente sommation.

*Le chef guetteur (ou le guetteur),*

---

(1) ACTUELLEMENT : TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS.

(2) BO/M, p. 877 ; BOR/M, p. 188.

(3) Se référer à la circulaire du 04 novembre 1910 (BO/M, p. 3623).

(4) Voir instruction n° 715/DEF/DPMM/2/A du 24 février 1981 (BOC, p. 762 ; abrogée par l' instruction 5228 /DEF/DPMM/2/A du 13 décembre 1989 (BOC, p. 6052)) article 7.3.1.

## Modèle n° 4.

### arrondissement maritime.

#### SERVICE SÉMAPHORIQUE

#### Sémaphore de ...

### NOTIFICATION D'UN ARRÊTÉ DE CONDAMNATION ET DE LA SOMMATION DONT CETTE NOTIFICATION DOIT ÊTRE SUIVIE.

(Art. 43 du décret du 10 août 1853 <sup>(1)</sup>).

Le conseil de préfecture <sup>(2)</sup> ... (*faire copie de l'arrêté de condamnation*).

L'an mil neuf cent ... (*date en toutes lettres*), je soussigné, ..., chef guetteur [*ou guetteur*] <sup>(3)</sup> du sémaphore de ..., dûment assermenté conformément à l'article 5, § 4, du décret du 2 juin 1897 <sup>(4)</sup>, par devant le Tribunal civil de première instance de ... et agissant en vertu de la commission que le ministre de la Marine m'a fait expédier le ... (*date en toutes lettres*), laquelle commission a été, ainsi que ma prestation de serment, enregistrée le ... (*toujours en toutes lettres*), tant au greffe du même tribunal qu'à la mairie de la ville (*ou commune*) de ..., lieu actuel de mon service, ai notifié, conformément à l'article 43 du règlement du 10 août 1853, au sieur ... (*le contrevenant*), demeurant à ... (*indiquer la demeure habituelle*), parlant à sa personne (*ou à telle autre qui le remplacerait*) qui m'a dit être (*ou qui n'a pas voulu se nommer, ni qualifier, de ce dûment interpellé*), l'arrêté de condamnation dont copie précède, rendu contre lui par le conseil de préfecture du département de ... pour contravention audit règlement, à ce qu'il n'en ignore et l'ai sommé d'exécuter ledit arrêté, par lui-même et à ses frais, dans le délai ... (*mentionner le délai fixé par l'arrêt ou le directeur des travaux hydrauliques, si l'arrêt à omis de le faire*), lui déclarant qu'à défaut par lui d'obtempérer à la présente sommation, il y sera procédé d'office, en exécution de l'article 45 dudit règlement, et lui ai, parlant comme dessus, laissé audit domicile la copie susdite de la présente sommation.

*Le chef guetteur (ou le guetteur),*

---

(1) BO/M, p. 877 ; BOR/M, p. 188.

(2) Actuellement : tribunaux administratifs.

(3) Se référer à la circulaire du 04 novembre 1910 (BO/M, p. 3623).

(4) Voir instruction n° 715/DEF/DPMM/2/A du 24 février 1981 (BOC, p. 762 abrogée par l' instruction 5228 /DEF/DPMAA/2/A du 13 décembre 1989 (BOC, p. 6052) article 7.3.1.